



Retour du Chef de l'Etat Burundais après une série d'activités en Egypte

Dans cette Edition:

page



Retour du Chef de l'Etat
Burundais après une
série d'activités en
Egypte

1

Le Ministre des Affaires
Etrangères reçoit
l'Ambassadeur
d'Egypte : le Burundi et
l'Egypte réaffirment leur
volonté de renforcer leur
coopération bilatérale

4

Audience accordée à une
délégation de la CEEAC
en préparation du Salon
international de l'entre-
preneuriat féminin en
Afrique centrale

4

Lancement d'un atelier
de formation sur l'audit et
le contrôle interne au
Ministère des Affaires
Etrangères

5

Le Gouvernement ren-
force la sensibilisation
des jeunes à la migration
régulière de la main-
d'œuvre à Nyanza-Lac

6

Coopération Sud-Sud : le
Burundi partage son
modèle de cantines sco-
laires endogènes avec
Haïti

7

Mission de suivi-
évaluation des projets
soutenus par Food for
the Hungry et la Fédéra-
tion Luthérienne Mon-
diale dans la province de
Buhumuza

8

Le Chef de l'Etat Burundais et Président en exercice de l'Union Africaine, Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye, est rentré, le lundi 5 octobre 2026, après avoir pris part aux grands rendez-vous continentaux tenus en Egypte. Après sa participation au Forum de haut niveau d'affaires à l'échelle continentale et à la réunion d'Auda-Nepad, Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye a présidé la 8^{ème} réunion de coordination mi-annuelle de l'Union Africaine des communautés économiques régionales et mécanismes régionaux.

Cette 8^{ème} réunion de coordination mi-annuelle de l'Union Africaine des communautés économiques régionales et

des mécanismes régionaux visait notamment au renforcement de l'intégration régionale et continentale. A cette occasion, le Chef de l'Etat Burundais qui a présidé cette rencontre d'envergure a réaffirmé l'engagement de l'Afrique d'œuvrer ensemble pour les projets transfrontaliers; la paix et la sécurité ainsi que pour la jeunesse et les femmes dans leur intégration au développement du continent.

Avant ce 8e Sommet mi-annuel de l'UA, Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye, en tant que Président en exercice de l'Union Africaine, a participé aux travaux du Forum d'affaires de haut niveau auquel ont pris part plusieurs opérateurs économiques Africains. Selon le porte-parole du Prési-

dent de la République du Burundi Madame Nancy NINETTE MUTONI, le Chef de l'Etat Burundais a porté la voix de l'Afrique en ce qui est de l'intégration et de l'accélération de la mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'Union Africaine. Il a plaidé pour l'instauration des infrastructures transfrontalières et de la coopération économique fructueuse, notamment dans les secteurs de l'énergie, des mines et du numérique.

Le Président Ndayishimiye a également participé au Sommet d'Auda-Nepad, une agence de l'Union Africaine pour le développement à l'occasion de sa célébration de 25 ans d'existence. Il a réitéré son engagement en faveur d'une Afrique intégrée et porteuse d'ambitions de développement pour tous les citoyens.

En marge de ces travaux, le Chef de l'Etat Burundais a eu l'occasion d'échanger avec plusieurs leaders du continent, à commencer par le Président Hôte, Son Excellence Abdel Fattah el-Sissi.

Leurs entretiens ont été centrés sur des relations bilatérales entre l'Egypte et le Burundi. Ces deux personnalités ont également échangé sur des questions liées à la paix et la sécurité dans plusieurs pays Africains ainsi que sur les voies de sortie de certains pays qui sont en conflit ouvert. « C'est donc une visite qui a été couronnée de beaucoup de succès, où il a porté la voix du Burundi et de l'Afrique avec fierté », a conclu le porte-parole du Président de la République. **(Le Renouveau)**

Le Chef de l'Etat Burundais encourage les jeunes à s'investir dans la production des engrais organiques



Le Chef de l'Etat Burundais et ami des jeunes, Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE, a tenu, le mardi 06 octobre 2026, au Palais Ntare Rushatsi, une réunion de prise de contact, d'encouragement et d'échanges avec les jeunes œuvrant dans la production et la transformation des engrais organiques, dans le cadre de la promotion du concept « Pays-Bio ».

Au cours de cette rencontre, le Président Ndayishimiye a salué l'engagement des jeunes qui ont choisi d'investir dans un secteur appelé à jouer un rôle important dans la transformation de l'agriculture burundaise. Il les a encouragés à travailler avec détermination, patriotisme et esprit d'initiative afin de contribuer au développement du pays et à la création de nouvelles opportunités économiques.

Le Chef de l'Etat Burundais a particulièrement insisté sur l'importance de produire et d'utiliser des engrais organiques pour améliorer la fertilité des sols et préserver les terres cultivables. Il a souligné que ces terres constituent un patrimoine précieux qu'il convient de protéger et d'entretenir pour les générations actuelles et futures.

Dans cette perspective, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a affirmé que toute personne désireuse de produire des fertilisants organiques ne doit pouvoir s'investir dans cette activité, tandis que ceux qui souhaitent les acheter et les utiliser pour améliorer leur production agricole doivent également pouvoir y accéder facilement. Il a également appelé à développer davantage l'élevage des petits bétails, en raison de son importance dans la disponibilité des matières organiques nécessaires à la fertilisation des terres. Il a encouragé les Burundais à considérer cette activité comme une opportunité permettant à la fois d'améliorer l'agriculture et de diversifier les sources de revenus.

Évoquant les solutions respectueuses de l'environnement, le Chef de l'Etat Burundais a encouragé la promotion du biogaz et des toilettes écologiques, qui permettent notamment de mieux valoriser les déchets organiques et de les transformer en ressources utiles pour l'agriculture. Il a, en outre, insisté sur l'importance de l'accompagnement scientifique et technique des jeunes engagés dans cette filière. À cet effet, l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) est appelé à mettre son expertise au service des producteurs afin de contribuer à l'amélioration de la qualité et de la quantité des fertilisants organiques. **(Présidence)**

La Représentante de l'UNICEF au Burundi présente ses adieux à la Première Dame du Burundi



Le mardi 6 octobre 2026, la Première Dame du Burundi et Présidente de l'Office de la Première Dame pour le Développement au Burundi (OPDD-Burundi), S.E Angéline Ndayishimiye a reçu en audience la représentante de l'Unicef au Burundi Madame France Bégin au Palais présidentiel Ntare Rushatsi.

A la sortie de l'audience, Madame France Bégin a indiqué à la presse que son mandat de trois(3) ans touche à sa fin, raison pour laquelle elle est venue lui présenter ses adieux. Elle a remercié la Première Dame du Burundi pour son engagement dans le partenariat que l'Unicef entretient avec le Gouvernement du Burundi dans différents domaines, notamment l'éducation, la protection de l'enfance, la santé et la nutrition.

Du côté de la Première Dame du Burundi, le Secrétaire Exécutif au sein de l'OPDD-Burundi, Dr Liliane NKE-GURUTSE, a affirmé dans une interview accordée à la presse, sa satisfaction quant à la collaboration avec l'Unicef dans ses différents domaines. Elle a souhaité que cette franche collaboration avec l'Unicef dans l'accomplissement de sa mission au Burundi perdure. **(Le Renouveau)**

Vers une souveraineté financière africaine : le Premier Ministre Burundais prendra part à l'ouverture de l'AfCRA



Le Premier Ministre du Burundi Son Excellence Nestor Ntahontuye accompagné de son épouse a pris l'avion, le lundi 5 octobre 2026 à destination de la République de Maurice pour représenter le Chef de l'Etat du Burundi et le Président en exercice de l'Union Africaine dans des cérémonies de l'ouverture solennelle d'une Agence Africaine des notations des crédits (Africa Credit Rating Agency : AfCRA).

Avant son départ, Son excellence le Premier Ministre a déclaré à la presse que cette agence a été pensée et créée en 2017 et son siège se trouve en République Maurice à Port-Louis et qu'elle servira à

évaluer les capacités des pays africains à contracter des crédits à long terme qui correspondent à leurs capacités économiques et financières à des taux abordables.

Le Premier Ministre Burundais a ajouté qu'étant propre aux pays africains, elle tiendra en compte les contextes économiques et financiers africains ce qui permettra de réduire les taux d'intérêt excessifs liés aux risques qui étaient surévalués.

Et de conclure que le Burundi y tirera profit en ce sens qu'il pourra avoir des crédits à long terme à des taux abordables pouvant permettre de réaliser ses projets visant son émergence en 2040 et son développement en 2060.

Signalons qu'avant cette initiative panafricaine, le marché comptait quelques acteurs régionaux indépendants sans crédibilité internationale. **(Primature)**

Le Ministre des Affaires Étrangères reçoit l'Ambassadeur d'Égypte : le Burundi et l'Égypte réaffirment leur volonté de renforcer leur coopération bilatérale



Son Excellence l'Ambassadeur Édouard Bizimana, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a reçu en audience, le 7 octobre 2026, Madame Ingie Sherif El Samanoudy, Ambassadeur de la République arabe d'Égypte au Burundi, venue lui rendre une visite de courtoisie.

Les échanges ont porté sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment le renforcement de la coopération bilatérale entre le Burundi et l'Égypte, le projet de résolution relatif à la lutte contre la criminalité transnationale visant les biens culturels ainsi que les des demandes de soutien par le Gouvernement du Burundi formulées par l'Égypte auprès de différentes organisations internationales et régionales.

Au cours de l'entretien, Madame Ingie Sherif El Samanoudy a exprimé sa gratitude pour l'accueil qui lui a été réservé ainsi que pour la disponibilité du Ministre. Elle a également demandé l'appréciation du Ministre sur la participation du Burundi aux activités du Sommet d'El-Alamein, tenu en République arabe d'Égypte.

En réponse, le Ministre Édouard Bizimana a indiqué que les impressions étaient globalement positives, sou-

lignant que les thématiques abordées lors de ce sommet répondaient aux préoccupations communes des États participants et contribuaient à la réflexion sur les enjeux de développement et de coopération.

Son Excellence le Ministre a, par ailleurs, indiqué que les entretiens bilatéraux qu'il a eus avec ses homologues égyptien et tchadien en marge du Sommet d'El-Alamein se sont déroulés dans un climat de cordialité et se sont révélés particulièrement fructueux. Parmi les questions examinées figurait notamment celle abordée lors de son entretien avec Son Excellence Monsieur Badr Abdel-Ati, Ministre des Affaires Étrangères de la République arabe d'Égypte. Les deux autorités ont évoqué le dossier relatif à l'octroi d'une parcelle destinée à la construction de l'Ambassade de la République du Burundi au Caire, une démarche s'inscrivant dans le cadre du principe de réciprocité diplomatique entre les deux pays.

Réagissant à cette préoccupation, Madame Ingie Sherif a rassuré le Ministre quant à son engagement à assurer un suivi diligent de ce dossier auprès des autorités compétentes de son pays, en vue de contribuer à son aboutissement dans les meilleurs délais.

Les deux personnalités ont également évoqué les préparatifs de la prochaine Commission mixte de coopération entre le Burundi et l'Égypte. À cet égard, il a été convenu que la date ainsi que l'ordre du jour de cette rencontre seront arrêtés d'un commun accord par les voies diplomatiques appropriées.

Au terme de l'audience, les deux autorités ont réaffirmé leur volonté commune de consolider davantage les relations d'amitié et de coopération qui unissent le Burundi et l'Égypte, dans l'objectif de promouvoir un partenariat mutuellement bénéfique au service des intérêts des deux peuples. (MAEIRCD)

Audience accordée à une délégation de la CEEAC en préparation du Salon international de l'entrepreneuriat féminin en Afrique centrale



Le 7 octobre 2026, Son Excellence Monsieur Édouard Bizimana, Ministre des Affaires

Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a reçu en audience une délégation de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) conduite par Madame Nelly Banaken, Commissaire en charge du Département de la

Promotion du Genre et du Développement Humain et Social. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur l'état d'avancement des préparatifs de la troisième édition du Salon international de l'entrepreneuriat féminin en Afrique centrale, placée sous le thème : « Les femmes d'Afrique centrale en action : intégration économique, solidarité transfrontalière et dynamisme de la diaspora ». Cet événement, qui se tiendra sous le haut patronage de Son Excellence Madame Angéline Ndayishimiye, Première Dame de la République du Burundi, sera organisé conjointement avec le Forum des femmes leaders. Les deux manifestations sont prévues du 3 au 6 novembre 2026 au Burundi.

Au cours des échanges, la cheffe de la délégation a exprimé sa gratitude au Gouvernement du Burundi pour l'accueil et l'accompagnement réservés à la mission de la CEEAC. Elle a sollicité l'appui du Ministère pour faciliter l'octroi de visas à l'arrivée à l'Aéroport International Melchior Ndadaye aux participantes attendues à ces événements. Elle a également plaidé en faveur de l'exonération des produits destinés à l'exposition et à la vente dans le cadre de la foire.

Madame Nelly Banaken a, en outre, abordé les aspects logistiques liés à l'organisation des activités, notamment la mise à disposition d'un site approprié

pour les manifestations ainsi que d'une salle destinée au point de presse du Forum des femmes leaders entrepreneurs. À cet effet, elle a sollicité l'appui du Ministre afin d'examiner la possibilité d'organiser ces activités aux abords du stade Intwari.

En réponse, le Ministre a rassuré la délégation quant à la possibilité pour les participantes d'obtenir leurs visas à l'arrivée. Concernant l'exonération des produits destinés à l'exposition et à la commercialisation, il a indiqué que cette question nécessitait des consultations préalables avec les ministères sectoriels compétents avant toute décision.

S'agissant du lieu devant accueillir les activités, Son Excellence Monsieur Édouard Bizimana a précisé que le stade Intwari se trouve actuellement sous la gestion de la FIFA, ce qui pourrait limiter les possibilités d'y organiser les manifestations envisagées. Il a toutefois proposé d'explorer l'option du Jardin public comme site alternatif et s'est engagé à faciliter les démarches nécessaires afin d'en évaluer la faisabilité.

Cette audience témoigne de l'engagement du Burundi à soutenir les initiatives régionales visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin, l'autonomisation économique des femmes et l'intégration régionale en Afrique centrale. (MAEIRCD)

Lancement d'un atelier de formation sur l'audit et le contrôle interne au Ministère des Affaires Étrangères



Le lundi 5 octobre 2026, Monsieur NITUNGA Sophonie, Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a procédé à l'ouverture officielle des travaux d'un atelier de formation de six jours destiné aux cadres chargés de l'inspection au sein dudit ministère. Cette formation porte sur l'audit et le contrôle interne.

L'objectif principal de cet atelier est de renforcer les capacités des participants dans le domaine du contrôle interne, notamment à travers ses différentes composantes : le contrôle financier, le contrôle de conformité et le contrôle de performance. À cet effet, la formation vise à outiller les participants en matière de vérification, d'analyse et de gestion programmatique, afin de leur permettre d'évaluer efficacement les activités et les services audités.

Par ailleurs, cet atelier a pour ambition de développer les compétences des participants dans la formulation de recommandations pertinentes visant l'amélioration de la qualité des prestations des services audités ainsi que le renforcement de la bonne gouvernance au sein du ministère. Il permettra également de familiariser les participants avec les différents outils de contrôle, de les

initier aux techniques de rédaction des rapports d'audit et de renforcer leurs capacités en matière de suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées. Ces recommandations se fondent notamment sur les constats et observations issus du Cabinet du Ministre,

de la Cour des comptes ainsi que de l'Inspection Générale de l'État, dans le souci permanent d'améliorer la performance institutionnelle et l'efficacité de l'action administrative. (MAEIRCD)

Le Gouvernement renforce la sensibilisation des jeunes à la migration régulière de la main-d'œuvre à Nyanza-Lac



Le vendredi 9 octobre 2026, à Burunga, en commune de Nyanza-Lac, Monsieur Séverin Mbarubukeye, Secrétaire Permanent en charge des Affaires de la Communauté Est-Africaine au Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a procédé à l'ouverture d'un atelier de sensibilisation consacré à la migration de la main-d'œuvre, placé sous le thème : « La migration régulière de la main-d'œuvre, vecteur de développement socio-économique ».

Cette activité s'inscrit dans les efforts du Gouvernement du Burundi visant à promouvoir une migration sûre, régulière et ordonnée, tout en renforçant la lutte contre la migration irrégulière et les différentes formes d'exploitation qui y sont associées. Elle avait pour objectif d'informer les populations, les autorités administratives locales ainsi que les candidats à la migration sur les mécanismes légaux de mobilité professionnelle et les op-

portunités qu'offre la migration de la main-d'œuvre lorsqu'elle est encadrée de manière appropriée.

Principalement destinée aux jeunes de la commune de Nyanza-Lac, cette séance de sensibilisation visait notamment à promouvoir le respect des procédures légales en matière de mobilité professionnelle, à travers une meilleure compréhension de l'importance des contrats de travail formels, des accords bilatéraux de coopération et de l'obtention des documents administratifs requis.

L'atelier a également permis d'attirer l'attention des participants sur les risques liés à la migration irrégulière, notamment la traite des êtres humains, les conditions de travail abusives, la confiscation des documents de voyage, ainsi que les pratiques illégales portant atteinte aux droits et à la dignité des travailleurs migrants.



Par ailleurs, les échanges ont mis en lumière le rôle essentiel des familles et des autorités locales dans l'accompagnement des candidats à la migration, afin de garantir une préparation adéquate et de favoriser une mobilité respectueuse des droits humains.

Les participants ont également été sensibilisés à la contribution positive des travailleurs migrants au développement socio-économique, à travers les transferts de fonds, le renforcement des compétences professionnelles et la création d'opportunités économiques au bénéfice de leurs familles et de la communauté nationale.

Le Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement poursuit ainsi son engagement en faveur d'une migration encadrée et responsable. À cet effet, il organise régulièrement des séances de forma-

tion et de sensibilisation à l'intention des administrateurs communaux, des leaders locaux et des communautés, afin de mieux accompagner la mobilité de la main-d'œuvre et de maximiser ses retombées positives pour le développement du pays. (MAEIRCD)

Coopération Sud-Sud : le Burundi partage son modèle de cantines scolaires endogènes avec Haïti



Dans le cadre du renforcement de la coopération Sud-Sud et du Projet d'agriculture résiliente pour la sécurité alimentaire (PARSA), le Burundi a accueilli, du 4 au 10 octobre 2026, une délégation officielle de la République d'Haïti. L'objectif principal de cette visite était de s'inspirer du Programme national d'alimentation scolaire endogène (PNASE), reconnu pour son approvisionnement local, la valorisation de la production et sa gestion décentralisée.



La cérémonie d'ouverture a été présidée par Madame Else Nizigama Ntamagiro, Assistante du Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement. Elle a souhaité la bienvenue à la délégation, souligné les liens de fraternité entre le Burundi et Haïti et présenté l'ambition nationale : nourrir, avec l'appui du PAM, la totalité des élèves d'ici 2032, en priorité

dans les provinces touchées par l'insécurité alimentaire. Elle a invité les participants à faire preuve d'une écoute active afin de dégager des propositions concrètes au bénéfice des élèves des deux pays.



Monsieur Gérard Neuvième, coordinateur du PARSA, qui représentait le chef de la délégation haïtienne, Monsieur Pierre-Richard René, directeur général du Ministère de l'Agriculture d'Haïti, a résumé l'esprit de la visite par le proverbe : « Celui qui demande le chemin ne se trompe pas. » Il a réitéré la gratitude du gouvernement haïtien ainsi que son engagement en faveur de la coopération Sud-Sud. De la théorie à la pratique, des visites ont été organisées dans trois provinces : Bujumbura, Buhumuza et Butanyerera. Elles ont notamment porté sur les communes de Mpanda, Butihinda et Ngozi.



La délégation s'est rendue à la coopérative Terimbere-Mpanda et à l'ECOFo Kagwema, à Mpanda ; à la coopérative Twese Duterimbere Nonwe, à l'ECOFo Kagugu et à Tumaini Com-

pany, à Butihinda. Dans la province de Butanyerera, elle a également rencontré les autorités provinciales et communales ainsi que la Direction provinciale de l'éducation.

Ces visites de terrain ont permis de dégager plusieurs conclusions et perspectives, et de mieux comprendre les fondements du succès burundais : une volonté politique affirmée au sommet, traduite par une gestion communautaire à la base. Le PNAS n'est pas une simple activité de restauration scolaire, mais une politique publique structurante qui contribue à lutter contre l'abandon scolaire, à améliorer les résultats, à renforcer la sécurité alimentaire, à autonomiser les femmes et à dynamiser l'économie locale.

La délégation haïtienne s'est dite satisfaite, jugeant l'expérience très enrichissante. Elle s'est engagée à adapter son administration afin de mettre en place un processus performant. La partie burundaise l'a encouragée à relever les défis, comme l'a fait le Burundi, et lui a exprimé sa confiance dans la réussite de cette démarche. Elle lui a souhaité un bon retour, tout en affirmant que le Burundi resterait prêt à l'accueillir de nouveau.

En partageant ce modèle, le Burundi confirme son rôle de référence dans la coopération Sud-Sud et montre que des solutions endogènes, portées par les communautés et encadrées par l'Etat, peuvent transformer le repas scolaire en un puissant levier de souveraineté et de développement humain durable. (MAEIRCD)

Mission de suivi-évaluation des projets soutenus par Food for the Hungry et la Fédération Luthérienne Mondiale dans la province de Buhumuza



Dans le cadre de sa mission de coordination et de suivi des interventions des organisations non gouvernementales étrangères (ONGE), le Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement a organisé, du 6 au 9 octobre 2026, une mission de suivi-évaluation conduite par des cadres du Comité interministériel dans la province de Buhumuza. Cette mission visait à apprécier l'état d'avancement des projets mis en œuvre par les ONGs Food for the Hungry (FH) et Fédération Luthérienne Mondiale (FLM), ainsi que leur impact sur les communautés bénéficiaires.

S'agissant des interventions de Food for the Hungry dans la commune de Ruyigi, plusieurs réalisations ont été visitées. À l'ECOFO Ntunda, située sur la colline Ntunda de la zone Bweru, la mission a constaté l'appui apporté aux élèves vulnérables à travers la distribution de cahiers, l'octroi de chèvres aux orphelins ainsi que la

prise en charge des problèmes de santé oculaire. La mission a également visité la bibliothèque communautaire de la localité, dont le fonctionnement nécessite une attention particulière afin d'en garantir une utilisation optimale par la communauté.



La délégation s'est ensuite rendue au marais de Mugomera-Cinywera, où elle a observé les résultats des travaux de réhabilitation ayant permis le développement des cultures de pommes de terre, de maïs et de haricots. L'installation de dispositifs d'irrigation contribue également à la continuité de la production agricole pendant les périodes de sécheresse.



Sur la colline Mubavu, la mission a visité un hangar construit en 2023 grâce au partenariat entre le Gouvernement du Burundi et

l'ONGE Food for the Hungry. Elle a également constaté la distribution de semences améliorées de maïs et de haricots au profit des agriculteurs locaux. Sur la colline Gashawe, les coopératives bénéficiaires ont reçu un appui en cheptel caprin, en plants de bananiers et en intrants agricoles.



À Nzozi, la mission a apprécié la mise en place d'un système de forage d'eau ainsi que la construction de nouvelles infrastructures scolaires à l'ECOFO Bigombo, comprenant deux blocs de salles de classe, un bloc administratif et des ouvrages de protection contre l'érosion. Cet établissement accueille actuellement plus de 800 élèves.

La mission a également évalué les réalisations de la Fédération Luthérienne Mondiale (FLM) dans la province de Cankuzo, notamment à travers le projet Natweturashoboye. Sur la colline Gatungurwe, les bénéficiaires ont salué les actions menées en faveur de l'amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables. Toutefois, ils ont suggéré de privilégier davantage les programmes de repeuplement du cheptel, estimant que cette approche permettrait d'atteindre un plus grand nombre de ménages tout en favorisant la production de fumure

organique.

Sur la colline Cankuzo, la mission a relevé des interventions similaires, auxquelles s'ajoute l'accompagnement des jeunes entrepreneurs à travers la fourniture de machines à coudre et des formations destinées à renforcer leurs capacités d'auto-emploi et de création d'activités génératrices de revenus.

À Rusagara, dans la zone Kigamba, les échanges avec les bénéficiaires ont permis de mettre en évidence certaines difficultés rencontrées par les personnes les plus vulnérables dans l'accès aux programmes d'habitat. Les communautés locales ont notamment exprimé le souhait de voir renforcer l'appui à la construction des logements afin de faciliter l'accès de ces catégories aux aides disponibles.

Au terme de cette mission, les membres du Comité interministériel ont constaté la contribution significative des projets mis en œuvre par les deux organisations à l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture, de l'accès à l'eau, de l'habitat et de l'autonomisation économique.

La mission a néanmoins relevé certains défis liés à la nouvelle approche de suivi sur le terrain, marquée par une réduction de l'accompagnement direct par les ONGs. Cette situation pourrait limiter l'efficacité des missions d'évaluation et la visibilité des réalisations. À cet égard, il a été recommandé de renforcer les mécanismes de facilitation, notamment à travers l'implication accrue des élus locaux et des leaders communautaires ainsi que la prise en charge des besoins logistiques nécessaires à la bonne conduite des missions de terrain. (MAEIRCD)

Lancement des formations de spécialisation des journalistes sur la Vision 2040-2060 : les professionnels des médias, un relai important pour mieux le faire connaître à la population



La Ministre de la Communication et des Médias, l'Ambassa-

teur Evelyne Butoyi, a officiellement lancé, le lundi 5 octobre 2026, à Gitega, capitale politique du Bu-

rundi, une série de formations destinées à la spécialisation des journalistes sur la Vision Burundi, « pays émergent en 2040 et développé en 2060 ». Pour elle, les professionnels des médias sont un relai important pour permettre à la population de mieux connaître cette Vision et sa mise en œuvre.

Dans son discours d'ouverture, l'Ambassadeur Evelyne Butoyi, a souligné le rôle majeur des journalistes et des

médias dans la mise en œuvre de la Vision nationale. Selon elle, ces formations permettront aux professionnels des médias d'acquérir des connaissances nécessaires pour mieux informer la population sur les différents aspects de cette Vision.

La Ministre Butoyi a insisté sur le fait que la Vision Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060 ne doit pas rester au stade des discours, plutôt elle doit être concrètement mise en œuvre. Au cours de cette formation, les journalistes sont notamment renforcés en matière de recherche, préparation et production de contenus ainsi que d'animation d'émissions consacrées à la mise en œuvre de la Vision nationale. Elle a précisé que trois cents journalistes sont concernés par ces formations. A l'issue de celles-ci, les bénéficiaires sont

appelés à partager les connaissances acquises avec leurs collègues au sein de leurs rédactions respectives.

De son côté, le Directeur Général de la Communication et des Médias, Monsieur Oscar Nzohabonayo, a expliqué que les journalistes constituent un maillon essentiel pour permettre aux citoyens de mieux comprendre le contenu de la Vision et contribuer à sa mise en œuvre. Il a notamment rappelé que la voix des médias porte loin, avant de présenter les différents thèmes qui sont abordés au cours de ces formations. La formation lancée à Gitega a réuni des journalistes des provinces de Gitega et Buhumuza. Elle se poursuivra ensuite dans les différentes provinces du pays afin de toucher les professionnels des médias sur l'ensemble du territoire national. **(Le Renouveau)**

Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi